

# Au CLAIR de la lutte

**Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA**  
pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

Désastres sociaux,  
pacte de responsabilité,  
démantèlement d'Alstom...

« Retournement économique »  
ou nouvelle dégradation ?

il n'y a pas 36 solutions,

il faut

sortir du capitalisme !



*Union européenne*  
Parodie démocratique  
et imposture du FN



*Naufrage du Sewol*  
Un drame de la  
course à la rentabilité  
en Corée du Sud

# Leur désespérante parodie de démocratie... et l'imposture du FN



La pseudo-démocratie capitaliste n'en finit plus d'écœurer la majorité de la population, qui voit les mêmes discours se répéter et sa situation s'aggraver.

Hollande et Valls tentent piteusement de sauver le PS en lâchant quelques miettes, en dégaignant un milliard de réduction d'impôt pour les ménages modestes. Beau geste... juste avant les élections européennes ! Aucun doute à avoir : aussitôt après, la cure d'austérité redoublera, et d'autres milliards seront ajoutés aux 50 milliards de baisse des dépenses publiques et sociales...

Les ministres-communicants expliquent qu'ils peuvent offrir cette baisse d'impôts parce que la lutte contre la fraude fiscale aurait déjà rapporté 764 millions d'euros, plus que prévu. Une goutte d'eau face aux 4 milliards d'euros

de fraude sur l'impôt sur les sociétés, ou des 80 milliards qui seraient en Suisse...

Et l'affaire de détournement de 400 000 € par des sénateurs UMP, pour celles et ceux qui auraient déjà oublié les Chirac, Woerth, et Sarkozy vient rappeler à quel point la pourriture du pouvoir capitaliste est commune aux grands partis qui baignent dans l'argent issu de notre exploitation.

## Le théâtre « gauche-droite »...

Les grands médias et les politiciens présentent la démocratie comme l'alternance des « conservateurs » et des « sociaux-démocrates », mais ceux-ci n'arrivent quasiment plus à se différencier. On croit voir une caricature lors des « direct de gauche » et « direct de droite » de BFM TV, où

les deux éditorialistes sont, au fond, totalement d'accord et platement pour l'austérité. Tout comme Martin Schulz et Jean-Claude Juncker, les deux principaux candidats à la présidence de la commission européenne. Et le candidat du « Parti de la gauche européenne » (Front de gauche, Syriza, Die Linke...), Alexis Tsipras, ne propose qu'une illusoire politique bourgeoise de « new deal ». Il manque cruellement d'une voix se faisant porte-parole de la lutte des classes (l'extrême gauche étant faible et divisée) et assumant de dire qu'il faut une sortie révolutionnaire de l'Union européenne.

## ...et l'imposture du FN

Dans ces conditions, c'est hélas le FN qui est en passe d'arriver en tête aux prochaines élections. Ce parti qui se présente comme

« anti-système », qui fustige les politiciens en place « tous pourris »... mais qui veut surtout sa place !

**Le FN connaît bien le système des politiciens professionnels**, puisque Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen en sont. Et à peine élus, deux nouveaux maires FN dans le Var ont augmenté leur revenu de 15%...<sup>1</sup>

**Le FN connaît bien le système des magouilles**, puisque JMLP a été condamné en 1995 à un redressement de 1,4 million de francs pour « oubli de plus-value boursière », qu'il devait 750 000 € au fisc en 2004, qu'il est lié à l'affaire Cahuzac... et comme le montre la gestion mafieuse des municipalités qu'ils ont dirigées (Orange, Vitrolles, Toulon...)<sup>1</sup>.

**Le FN connaît bien les discours à géométrie variable** : repaire de catholiques intégristes, il dégaine la laïcité contre les musulmans ; jadis dévot du néolibéralisme de Thatcher et Reagan et de la construction européenne<sup>2</sup>, il a muté vers l'anti-mondialisation ; hier encore crachant sur les fonctionnaires, il les drague ; plein de haine pour les syndicats des travailleur-se-s, il essaie de s'y infiltrer...

**Quelle France le FN défend-il en réalité? Celle d'en haut ou celle d'en bas?** En octobre 2010, les 24 élus frontistes du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont Jean-Marie Le

Pen, ont refusé de voter une motion de solidarité avec les salariés de Fralib. Lorsque des millions de manifestants défendaient les retraites en 2010 contre Sarkozy, Marine Le Pen déclarait :

*« Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos. Voilà deux semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grèves, manifestations et blocus. La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers. »*

Le FN tolère le droit de grève... (même s'il est « désuet ») du moment que les revendications sont « réalistes ». Et qui en jugera ? Le MEDEF, ou l'État qui le sert ?

Le nationalisme d'extrême droite est un garant de l'ordre, donc de la classe dominante. Quand Le Pen dit qu'elle veut rendre les Français « libres comme ils l'ont été pendant 1 500 ans »<sup>3</sup>, ce n'est visiblement pas de la liberté des serfs ou des sans-culotte qu'elle parle... La violence du FN... sera pro-capitaliste

Le système qui engendre cette séparation fondamentale entre une minorité de patrons et de politiciens et une majorité de travailleur-se-s, c'est le capitalisme. Le FN ne s'en prend pas à ce système. « *Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché, ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale.* » dixit Marine. Il se contente de dénoncer, parfois, ses « excès » : la financiarisation, l'injustice fiscale...

Et quand le FN prétend interdire les parachutes dorés, c'est pour « protéger la propriété privée » et « garantir aux actionnaires une gestion d'entreprise durable »<sup>4</sup>. Quant à la sortie de l'Union européenne et de l'euro, si c'est pour rester dans une France capitaliste, c'est une impasse pour les travailleur-se-s, d'ici ou d'ailleurs.

Comme les réformistes du Front de gauche et leurs promesses illusoires, le FN au pouvoir se plierait aux lois du profit et du pouvoir, qui enrichissent le patron sur le salarié, et le PDG sur le petit patron. Mais le poison supplémentaire que représente le FN, c'est que son discours prétend souder de « bons Français » contre des boucs émissaires (immigré-e-s, homosexuel-le-s...) pendant que les uns continueront à exploiter les autres, et pendant que la répression écrasera les libertés individuelles (pour ne prendre qu'un exemple, le FN veut introduire une « présomption de légitime défense » en cas d'usage de la force par la police...).

Le système capitaliste doit être abattu, non seulement parce que c'est le seul moyen de sortir de la crise que nous font payer le PS et l'UMP, mais aussi parce que la décomposition de ce système conduit tout droit à la montée de l'extrême droite et son cortège de dangers.

**Ernest Everhard,**

le 21 mai 2014

1. <http://www.mediapart.fr/journal/france/220114/le-fn-en-ses-mairies-affaires-proces-et-clientelisme>

2. <http://www.fakirpresse.info/Le-Front-national-et-l-Europe.html>

3. <http://www.challenges.fr/economie/20140306.CHA1266/ce-que-marine-le-pen-ferait-de-l-europe-et-de-l-euro.html>

4. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1310.asp>

## FRANCE

# Il y a bien un «retournement économique»... mais dans le sens d'une dégradation de la situation économique

## Tous les signaux économiques sont à nouveau dans le rouge

Quelques jours après les nouvelles prophéties de Hollande – « le retournement économique arrive » –, l'INSEE lui apporte un démenti cinglant<sup>1</sup>. Les chiffres du 1er trimestre 2014 sont mauvais, en deçà des estimations précédentes. La croissance est nulle, mais ce chiffre peu flatteur cache une réalité encore plus noire. La très forte augmentation des stocks gonfle le niveau de l'activité et manifeste une difficulté à écouter la production. La consommation des ménages chute de 0,5%, l'investissement des entreprises chute à nouveau (-0,5%), le secteur de la construction est en berne. Alors que l'activité est plus soutenue à l'étranger, les exportations croissent moins vite que les importations, ce qui manifeste une dégradation de la compétitivité des entreprises françaises. Après une légère croissance fin 2013, l'emploi marchand régresse (-23 600) au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, à la fois dans l'industrie et le tertiaire<sup>2</sup>.

Alors que l'INSEE prévoyait en mars une faiblesse croissance de 0,3% au 2<sup>er</sup> trimestre, tout porte à croire que ce chiffre ne sera pas atteint. La très forte augmentation des stocks aura certainement pour

contrepartie un déstockage lors des prochains trimestres, ce qui contribuera à ralentir encore l'activité. Même l'OCDE<sup>3</sup> ne prévoit aujourd'hui aucune baisse du chômage avant fin 2015. Et la Commission de Bruxelles<sup>4</sup> vient d'humilier Hollande en disant que son objectif de réduire le déficit public à 3% du PIB en 2015 était bidon : si Hollande veut respecter son objectif, il devra encore amplifier la cure d'austérité pour les travailleurs...

La croissance dans la zone euro reste très faible, mais supérieure à celle de la France : 0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre. L'Allemagne tire son épingle du jeu avec une croissance de 0,8%, de même que le Royaume Uni, pendant que l'Italie (-0,1%) et le Portugal (-0,7%) retombe en récession, et que les Pays-Bas y entrent (-1,4%).

L'économie états-unienne ralentit soudainement : croissance nulle au 1<sup>er</sup> trimestre, après plusieurs trimestres de reprise économique permise par une hausse du taux de profit. A l'inverse, la croissance au Japon a été très forte (1,5%), mais cela s'explique en grande partie par des achats anticipés des ménages avant la hausse de la TVA de 3 points qui prendra effet le 1<sup>er</sup> avril. Le PIB devrait par contre-coup décroître au 2<sup>er</sup> trimestre. L'économie chinoise ralentit (avec un rythme de croissance annuelle désormais autour

de 7%) ; les investissements en capital fixe ont crû à leur rythme le plus bas depuis 12 ans ces quatre derniers mois. En Inde, la croissance a chuté à 4,8% en 2013 contre 9,5% en 2011. La victoire des nationalistes hindous aux élections s'accompagnera sans doute d'une amplification des politiques d'austérité, notamment une contre-réforme du marché du travail et des coupes drastiques dans les dépenses publiques pour réduire le déficit budgétaire (7% du PIB). La bourse de Bombay a en tout cas salué l'arrivée au pouvoir du nouveau premier ministre, Narendra Modi.

Six ans après le déclenchement de la crise, les principaux pays impérialistes ne sont toujours pas sortis de la crise la plus importante depuis les années 1930. Pour une raison simple : malgré les plans d'austérité, la rentabilité du capital n'a pas été suffisamment restaurée pour faire repartir l'accumulation. Les États sont intervenus massivement pour secourir les capitalistes et éviter les grosses faillites, évitant l'effondrement économique, mais avec pour contrepartie d'empêcher une purge importante du capital excédentaire qui permettrait un redémarrage économique.

Depuis début 2012, le cours des actions du CAC 40 a grimpé de 50%, alors que le taux de profit continue à baisser. C'est la manifestation d'une nouvelle bulle financière

1. <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=26&date=20140515>

2. <http://insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=18&date=20140516>

3. <http://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/france-projections-economiques.htm>

4. <http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0203478349068-deficit-bruxelles-ne-croit-pas-a-un-retour-a-3-en-france.php>

qui finira par éclater, comme celle de 2007, avec des conséquences négatives sur l'économie réelle. C'est pourquoi le discours sur le « retournement économique » de Hollande est grotesque. Deux ans de mandat, deux ans de mensonge.

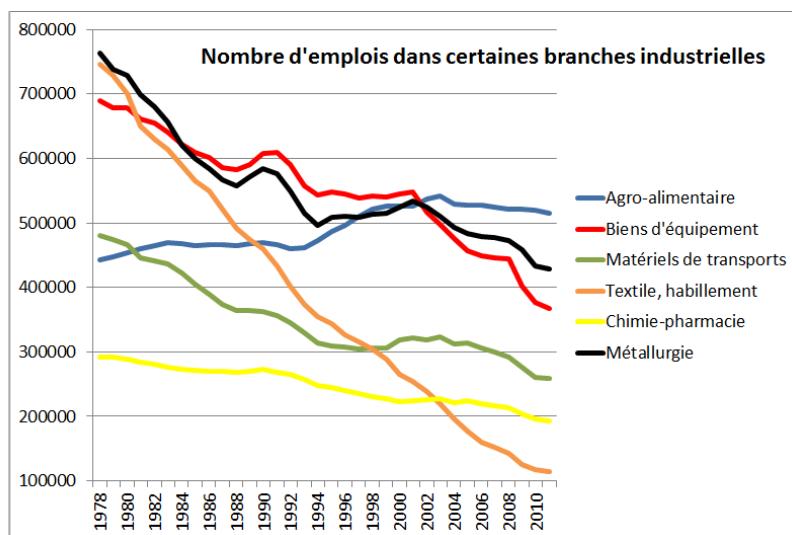
## Le déclin du capitalisme industriel français

La vente-démantèlement d'Alstom n'est pas un coup de tonnerre

dans un ciel serein. Ces dernières années, de grands groupes industriels français ont été rachetés par des groupes étrangers : Péchiney par Alcan, Arcelor par Mittal, etc. Pour la première fois de son histoire, les entreprises qui composent le CAC 40 sont désormais contrôlées majoritairement par des investisseurs étrangers (41% en 2010).

Si on définit la désindustrialisation comme le déclin de la part de l'emploi industriel dans l'emploi

total, celle-ci est en marche depuis le milieu des années 1970, avec une accélération depuis 15ans. L'industrie manufacturière (hors construction et énergie) représentait 24% des emplois en 1974, 15% en 2000, et à peine plus de 10% aujourd'hui. Ce déclin global cache des réalités diverses : si des secteurs comme l'agroalimentaire et l'aéronautique se maintiennent, la métallurgie, l'automobile, l'électronique chutent, et le textile s'effondre.

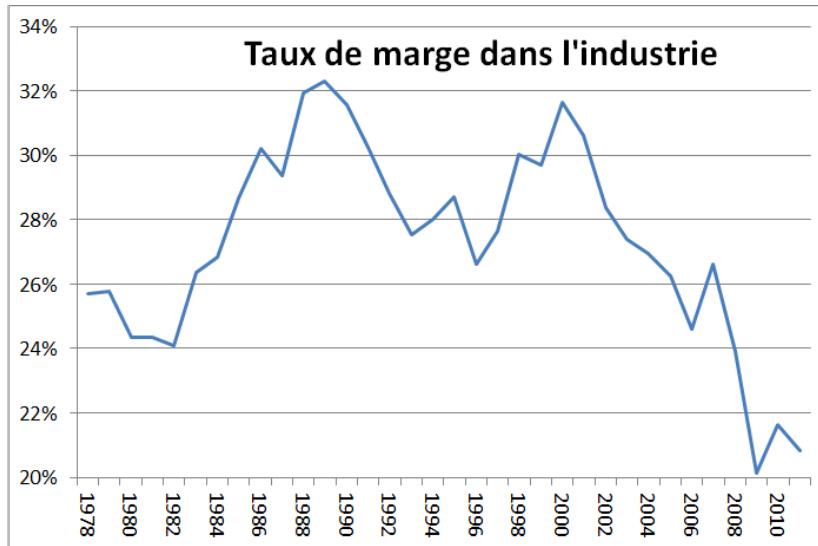


Cette baisse s'explique en partie par les gains de productivité plus importants dans l'industrie que dans le tertiaire, et par la modification de la structure de la demande au profit des services. Sur longue période, c'est un facteur majeur, mais qui n'explique pas le décrochage de l'industrie française en particulier. Celui-ci s'explique par une perte de compétitivité de l'industrie française par rapport à ses concurrentes. Le solde du commerce extérieur pour l'industrie est

passé de +10 milliards en 2000 à -28 milliards en 2010. La part des exportations de biens de la France par rapport à celles de la zone euro est passée de 16% en 2000 à 12,5% aujourd'hui.

## Les raisons de la désindustrialisation accélérée de la France

**Première raison à cette perte de compétitivité : la baisse du taux de marge** (c'est-à-dire de la part des profits dans la valeur ajoutée) dans l'industrie de 10 points au cours des années 2000, alors que celui-ci a plutôt augmenté ailleurs, notamment en Allemagne, « grâce » aux contre-réformes de Schröder.

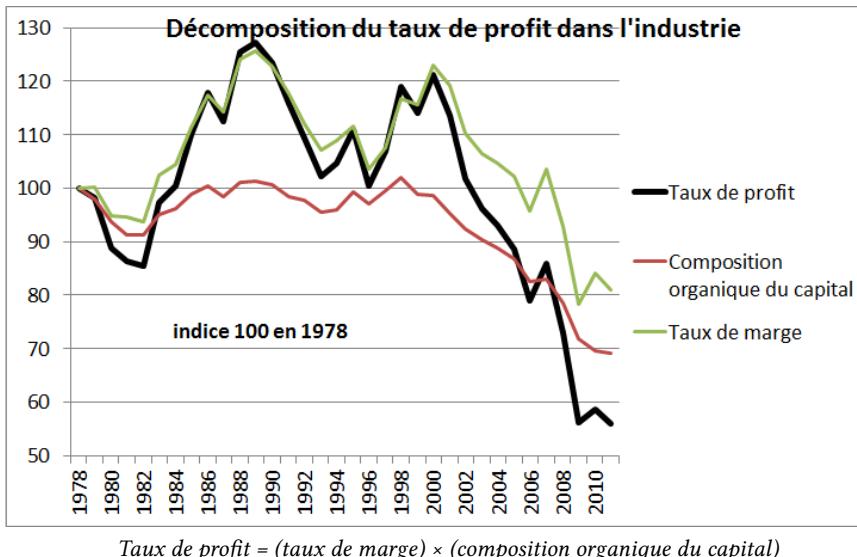


**Deuxième raison : la hausse de la « composition organique du capital »,** mesurée ici par la valeur ajoutée de plus en plus faible dégagée pour un montant donné de

capital fixe investi. Le ratio valeur ajoutée sur capital fixe baisse fortement depuis la fin des années 1990.

**Ces deux effets cumulés font baisser fortement le taux**

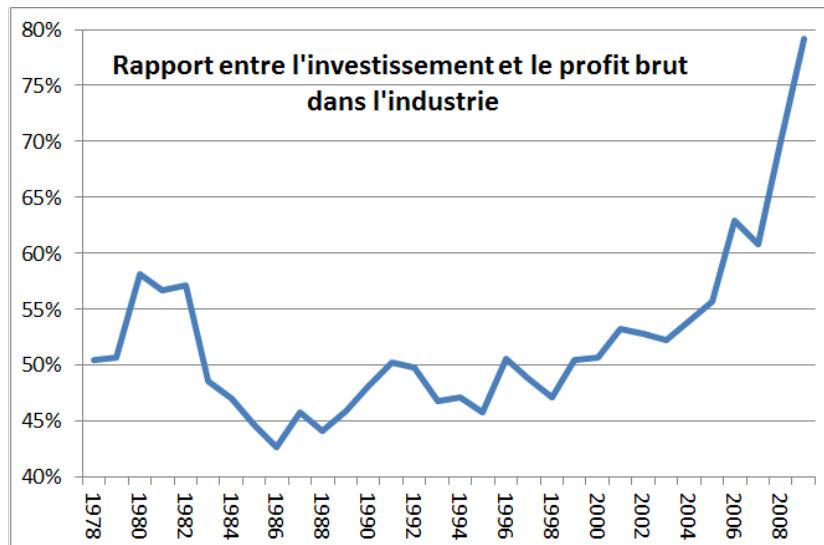
**de profit** entre 2000 et 2008. La chute s'accélère lors du déclenchement de la crise, et il reste aujourd'hui à un niveau très bas.



C'est la faible rentabilité du capital et le différentiel croissant de rentabilité avec les concurrents qui explique la faiblesse des investissements et l'amplification de la dés-industrialisation. Contrairement à un mythe véhiculé par les antilibé-

raux, l'investissement a augmenté plus vite que les profits au cours des années 2000. On ne peut donc pas imputer la faible croissance à un changement de comportement des capitalistes (qui auraient collectivement décidé de ne plus inves-

tir leurs profits), mais bien à la faiblesse de la rentabilité du capital. D'où les politiques d'austérité pour tenter de faire repartir l'accumulation du capital en redressant les taux de marge.



D'autres facteurs ont contribué à amplifier la désindustrialisation :

- la mise en place de l'euro. La monnaie unique fait exploser les excédents commerciaux des pays les plus compétitifs (Allemagne) et gonfle les déficits des autres (dont la France), qui ne peuvent plus ajuster le cours de leur monnaie. Faute de fédéralisme budgétaire, les pays les plus fragiles ont accumulé les déficits faute d'avoir baissé les salaires avant la crise. La déflation salariale dans l'Europe du Sud est le produit de la crise du capitalisme, accentuée par le cadre de l'Union monétaire ;
- les privatisations et la fin de toute politique industrielle<sup>5</sup>, qui ont affaibli les grands groupes industriels français. Alstom en est un bon exemple, car il est issu de la privatisation, puis du découpage de l'ancienne Compagnie générale d'électricité. Or,

la loi de la concurrence capitaliste impose le rachat et le dépeçage des proies les plus faibles.

Beaucoup ont contesté ou relativisé l'ampleur de la désindustrialisation, en interprétant le haut niveau d'investissements directs étrangers (IDE) comme un signe d'attractivité de la France. D'une part, les IDE mettent sur le même plan les « vrais » investissements (ceux qui augmentent les capacités de production) et les simples rachats ou opérations comptables entre filiales d'un même groupe. D'autre part, les IDE peuvent augmenter parce que les boîtes françaises coulent et sont rachetées par un groupe étranger plus puissant.

### Une seule alternative : la rupture avec le capitalisme !

Les politiques keynésiennes de relance de la consommation par la hausse des salaires ne feraient qu'accélérer la désindustrialisation

en faisant plonger encore davantage le taux de profit. A court terme, la demande supplémentaire serait satisfaite par les importations, ce qui aggraverait le déficit commercial. A moyen terme, ces politiques ne pourraient déboucher que sur une austérité accrue, une réduction du niveau de vie induite par le désinvestissement des entreprises.

Contre la multiplication des fermetures de sites industriels, il n'y a pas de politique économique magique dans le cadre du capitalisme. Une solution s'impose dans l'intérêt des travailleurs : l'expropriation sans indemnité ni rachat des actionnaires, la nationalisation à 100%, et le contrôle des travailleurs sur toutes les décisions. Il faut se dégager de la logique capitaliste pour garantir le maintien des emplois.

Gaston Lefranc,  
le 20 mai 2014

5. Montebourg se veut « volontariste » et promoteur d'une nouvelle politique industrielle. C'est le sens de son décret qui soumet un certain nombre d'investissements étrangers en France à l'autorisation du gouvernement. Il reste à voir quelle application sera faite de ce décret...

## FRANCE

# Désastres sociaux, pacte de responsabilité, démantèlement d'Alstom : il n'y a pas 36 solutions, il faut sortir du capitalisme !



## Un gouvernement Valls affaibli, mais qui redouble de coups

On nous bassine depuis le 29 avril avec la « fronde » d'une partie des députés PS et avec le vote « contre » des Verts sur le « programme de stabilité 2014-2017 ». Mais la principale chose à retenir, c'est qu'au final, une large majorité de députés « socialistes » a approuvé un plan de guerre étalé sur trois ans contre les travailleurs :

- 30 milliards de baisse de cotisations et d'impôts pour les patrons
- 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques et sociales
- un gel des prestations sociales et des retraites, le gel du point de la fonction publique jusqu'en 2017

Valls avait concédé quelques miettes à sa « gauche », notamment

sur les petites retraites, mais la logique du plan reste la même. Si ces « courageux » députés avaient voté contre au lieu de s'abstenir, les « contre » auraient été majoritaires. Un signe qu'ils préfèrent cautionner le pouvoir capitaliste plutôt que faire une vraie « fronde » face au pire des budgets.

## Vers une nouvelle majorité « centriste » ?

41 députés PS se sont donc finalement abstenus et les Verts ont majoritairement voté contre, si bien qu'une minorité de députés (265) a voté le plan de Valls (232 contre, 67 abstentions). Valls a bénéficié du soutien d'un député UMP et de l'abstention bienveillante d'une majorité de centristes de l'UDI (17 sur 29). Valls n'a pas caché l'enjeu du vote, qui était formellement consultatif mais qui intervient quelques jours après un vote de confiance et qui « condi-

tionne la légitimité du gouvernement ». Or cette légitimité est au plus bas, et c'est bien ce qui inquiète de nombreux carriéristes du PS qui ont peur de se faire détrôner.

Et ce n'est qu'un début. En raison de la persistance de la crise et de la perte de compétitivité de l'économie française face à ses concurrentes, nous devons nous attendre à une accentuation des attaques dans les mois et années qui viennent. Le plus dur des attaques est probablement devant nous.

C'est pourquoi on peut imaginer un « scénario à la grecque » : un effondrement du PS, et la nécessité pour les principaux partis de la bourgeoisie de s'unir autour d'un gouvernement d'union nationale pour avoir une majorité pour faire le sale boulot. D'ores et déjà, une partie des centristes n'est plus tout à fait dans l'opposition, et les mois qui viennent pourraient voir se redessiner les contours d'une nouvelle majorité de centre gauche

allié au centre droit, en dépit de la logique institutionnelle de la 5<sup>e</sup> République.

La différence avec le « scénario grec » est que les réformistes de gauche ne bénéficient pas du tout du rejet du gouvernement. Le Front de gauche dont une partie s'est allié au PS aux municipales et qui ne souhaite pas la sortie du capitalisme, n'apparaît pas aujourd'hui comme une alternative désirable et concrète pour les travailleurs. La grande majorité d'entre eux s'absentent et parmi ceux qui votent, c'est le FN tout aussi pro capitaliste qui hélas, canalise leur colère.

### Démantèlement d'Alstom : une manifestation du déclin du capitalisme industriel français

C'est dans ce contexte politique qu'intervient l'annonce de la vente/démantèlement d'une partie d'Alstom. Illustration supplémentaire de la perte de compétitivité du capitalisme hexagonal, qui pousse tous les politiciens du système à faire la même politique anti-sociale, malgré leurs gesticulations.

Ces dernières années, de grands groupes industriels français ont été rachetés par des groupes étrangers : Péchiney par Alcan, Lafarge par Holcim, Arcelor par Mittal, etc. Pour la première fois de son histoire, les entreprises qui composent le CAC 40 sont désormais contrôlées majoritairement par des investisseurs étrangers (41% en 2010).

Arrêtons nous sur l'histoire récente d'Alstom. Le groupe est un des héritiers de la Compagnie générale d'électricité (CGE), nationalisée par Mitterrand en 1982. Privatisée en 1987, la CGE devient Alcatel-Alsthom en 1991. Elle est ensuite découpée en morceaux, donnant naissance à Alcatel (télécoms), à Nexans (câbles) et à Alstom (énergie, transports et chan-

ters navals). Un géant économique a engendré plusieurs nains. Renflouée en 2004 par l'État, qui entre alors dans le capital à hauteur de 30%, Alstom vend ensuite un certain nombre d'actifs, dont ses chantiers navals. Bouygues rachète les parts de l'État en 2006 pour 2 milliards, qui valent deux fois plus aujourd'hui.

Alstom est 4 à 5 fois moins gros (en chiffre d'affaires) que Siemens et General Electric, qui convoitent la branche énergie du groupe français. La loi de la concurrence capitaliste impose le rachat et le dépeçage des proies les plus faibles par les groupes les plus puissants. Les promesses de ces groupes en terme d'emplois ne valent rien, et cette fois-ci le gouvernement ne fait même plus semblant d'agiter le spectre de la nationalisation. Mélenchon prône aujourd'hui la même chose que Sarkozy : la nationalisation temporaire pour sauver le groupe. Mais pourquoi faudrait-il payer grassement les parasites pour ensuite leur revendre au meilleur prix quelques années plus tard ? En outre, une nationalisation dans le cadre de la concurrence capitaliste n'apporte pas de garantie solide pour les travailleurs.

Une seule et unique solution s'impose dans l'intérêt des travailleur-se-s : l'expropriation sans indemnité ni rachat des actionnaires (en premier lieu de Bouygues, actionnaire principal), la nationalisation à 100% du groupe et le contrôle des travailleurs sur toutes les décisions. Alors que Alstom produit, sur le marché français, des turbines, des générateurs, du matériel ferroviaire pour des projets financés par l'argent public, il faut garantir les débouchés à la production et donc rompre avec les règles concurrentielles imposées notamment par l'Union européenne. Bien évidemment, il

ne s'agit pas de défendre les travailleurs français contre les travailleurs étrangers, mais il s'agit de se dégager de la logique capitaliste pour garantir le maintien de la production.

### Pour une alternative anticapitaliste au gouvernement et à l'UE

Le Front de gauche n'est sûrement pas une alternative pour les travailleurs. Son programme de relance keynésienne est une impasse complète pour sortir de la crise : dans le cadre du système, il n'y a pas de marge de manœuvre pour augmenter les salaires et les dépenses publiques. Cela ne ferait que dégrader la rentabilité des entreprises, et donc accentuer la crise, d'où au final une austérité redoublée. La seule alternative à l'austérité est la rupture avec le capitalisme, avec les institutions nationales et européennes qui organisent la domination du capital sur nos vies. Il n'y a pas de solution politique intermédiaire à celle d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes qui seul pourrait avoir la force de prendre les mesures concrètes de rupture avec l'ordre capitaliste : expropriation des grands groupes, interdiction des licenciements, partage du temps de travail.

Cela passe aujourd'hui par le regroupement de toutes les forces militantes en rupture avec les modes d'expression habituels (démocratie élective, manifs saute-mouton), par l'affirmation audacieuse et permanente d'un espoir authentiquement révolutionnaire, à même de capter l'attention d'une frange grandissante des opprimés qui rejettent le système sans voir d'issue.

Seule une telle politique hurlée publiquement pourrait aider à construire les luttes des travailleurs contre les plans de licenciement,

et à imposer à l'État capitaliste la nationalisation/expropriation des groupes qui licencient. Nous ne pourrons l'obtenir qu'en nous organisant contre les directions réformistes (politiques et syndicales) et en les débordant afin de construire une grève générale qui bloque les profits. Il faut oser le dire et en faire le cœur de notre politique.

Au lieu de cela, notre parti, le NPA ne cesse hélas de véhiculer des illusions dans les élec-

tions bourgeoises en regrettant par exemple à longueur d'antennes, via nos porte parole qu'aucune alliance n'ait pu être conclue avec le front de gauche,

Malgré toutes les limites politiques du NPA (et notamment son refus de combattre pour la rupture anticapitaliste avec l'UE), les élections européennes du 25 mai prochain sont une occasion pour les travailleur-se-s de manifester leur rejet du gouvernement et de l'Union européenne, sans cé-

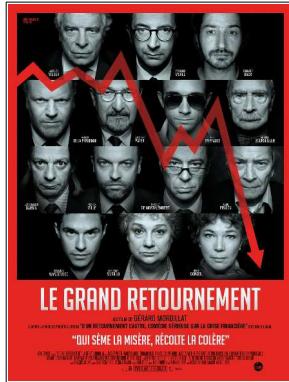
der aux sirènes nauséabondes du FN ou aux illusions réformistes du Front de gauche. Il faut gonfler les voiles du NPA pour lui donner la force de s'émanciper de l'influence idéologique du Front de gauche et de devenir vraiment l'outil qui manque tant au combat pour l'auto-émancipation des travailleur-se-s.

**Gaston Lefranc,**

le 2 mai 2014

## CULTURE

# Sur le film « Le grand retournement » de Gérard Mordillat



Gérard Mordillat a adapté la pièce de théâtre de Frédéric Lordon intitulée « D'un retournement à l'autre ». Il dépeint les relations incestueuses entre les élites financières et politiques. Dans un décor de friche industrielle, en ape-santeur, les personnages (une bro-

chette de banquiers, le président de la république, et ses conseillers) dialoguent en alexandrins. Procédé déconcertant au premier abord, mais captivant : on savoure la finesse d'un texte taillé au scalpel, qui exhibe toute l'hypocrisie et la toxicité d'un monde qui jouit de son pouvoir, de sa fortune, tout en méprisant la populace.

Le film montre des banquiers qui combinent un discours anti-État (quand celui-ci aide les pauvres) tout en appelant l'État à l'aide pour les sauver de la banqueroute. Il permet de comprendre que l'État n'est pas neutre, mais structurellement au service des parasites de la classe dominante. Il montre l'impossibilité de toute dis-

sidence parmi les conseillers du prince. La logique, à la fois folle et rationnelle, du système rend impossible toute déviation d'une route qui nous conduit tout droit vers l'abîme. Et le film se conclut logiquement sur la nécessité de « l'insurrection qui vient », de la légitime violence des opprimés pour abattre ce système.

Ce film est un antidote efficace à la propagande servie par les médias capitalistes. Il nous amuse, aiguise notre intelligence, et stimule notre envie d'en découdre. Trois bonnes raisons pour ne pas passer à côté de ce film.

Gaston Lefranc,

le 25 mai 2014

## CULTURE

## C'est l'histoire d'un film...



- Tu la connais celle du vieux catho réac qui marie ses quatre filles ?
- Non, raconte.
- La première épouse un arabe, la deuxième un juif, la troisième un chinois et la dernière un africain.
- Trop fort ! Et après ?

- Y'a des conflits et des malentendus.
- Et puis ?
- Et puis tout ce petit monde fini par s'accepter et former une famille super unie.
- ...
- The end.
- Elle est pourrie, ta blague.

*Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu* est un mauvais film. Jusqu'à là, rien de grave ni de très exceptionnel. Mais c'est aussi un film hypocrite, et surtout un pur produit de la pensée dominante. Censé dénoncer l'intolérance et prôner l'ouverture

aux autres, il se réduit à une impressionnante accumulation de clichés qui évacue *in fine* la question du racisme.

La famille ivoirienne a le rythme dans la peau. La mère et sa fille dansent la zumba, le père le coupé-décalé. Ils sont toujours souriants, sauf le père mais c'est parce qu'il fait la gueule. A la fin, il nous offre un sourire éclatant. Les Noirs sont sympa.

Le Chinois est très poli et fait tout son possible pour ne mettre personne mal à l'aise. Naturellement, une scène de bagarre vient nous rappeler qu'il pratique les arts martiaux. Les Chinois sont discrets, mais faut pas les chercher.

L'arabe est avocat (haha ! Vous

ne l'avez pas vu venir, hein ?). Au tribunal de Bobigny, il défend des petits délinquants noirs et arabes. Il est musulman, bien entendu. C'est à dire qu'il ne mange pas de porc (mais boit du vin et ne se préoccupe pas de la viande halal). Les arabes sont, somme toute, bien intégrés.

Le juif... ah, dur, le juif. On n'est plus au temps de Rabbi Jacob et essayez donc de rigoler avec le conflit israélo-palestinien. D'un autre côté, il faut bien qu'il soit victime de préjugés. Sinon, c'est juste un Français comme les autres, presque un privilégié... Bon, il reste à faire de l'humour autour de la circoncision (un chien qui mange un prépuce, c'est drôle, non ?). Les juifs sont comme nous, juste en plus bizarre.

Aucune gêne à étaler les stéréotypes les plus éculés : c'est pour la bonne cause ! Et puis, tant que les Arabes ne sont pas voleurs, les Noirs stupides, les Chinois machiavéliques et les Juifs malhonnêtes, la morale est sauve.

Preuve que le film n'est vraiment pas raciste, les seuls clichés négatifs concernent les Blancs : couple catho coincé, prétendant laid et ennuyeux, curé à l'ouest... Au final, les parents finiront par embrasser la diversité, sa chaleur et

sa bonne humeur communicative. La remarque censée émaner d'un voisin persifleur résume en fait parfaitement l'esprit du film : « *Voilà la famille Benetton* ».

### **Pas de racisme, que des racistes**

Dans un film où tout le monde (et surtout les Français « de souche ») se défendent de l'être, le racisme est le grand absent. Et pour cause : il n'existe tout simplement pas. Il y a bien des racistes, porteurs de préjugés par ignorance. Mais aucun système de domination n'en résulte. Aucun des quatre gendres n'est discriminé dans l'accès à l'emploi ou au logement, aucun n'a affaire à la police, ils ne sont pas sommés de prouver leur loyauté au « modèle républicain ». Le racisme est ici une affaire purement individuelle, curable par psychanalyse (!).

Une fois réduit à cette seule dimension, il se combine à toutes les sauces : celui des Blancs vaut bien celui des Noirs, on trouve des gens obtus partout (on prend même la peine de mentionner que les Algériens n'aiment pas forcément les Marocains ; les Séfarades, les As-khnazes ; ni les Chinois... d'autres Chinois). Égaux dans le ridicule,

le père français et le père ivoirien qui rechignent tous les deux aux unions mixtes incarnent cette belle et trompeuse symétrie. Leur récriminations sont d'une même mauvaise foi, donc « *la France a pillé l'Afrique* » vaut bien « *les Noirs sont des feignants* ». Évidemment, ils finiront par tomber dans les bras l'un de l'autre, imbibés de calva et avouant une mutuelle admiration pour De Gaulle...

Au final, sans système raciste à abattre, que faut-il aux Français « de la diversité » ? De l'amour, voyons ! Une épouse blanche et une belle-famille accueillante.

Le film a au moins le mérite de montrer, non seulement que le racisme ne se combat pas à coup de bons sentiments, mais justement que la morale politiquement correcte s'acoquine à merveille avec les clichés les plus imbéciles (on notera la présence au générique d'Elie Semoun, une des grandes figures du pseudo anti-racisme officiel). La seule chose à sauver est peut-être une réplique du père ivoirien pour qui cette profusion de mariages mixtes n'évoque pas Benetton mais... « une famille de communistes » !

**Kolya Fizmatov,**  
le 24 avril 2014

## EUROPE

# UE et Traité de Versailles : à propos d'un parallèle hasardeux



A l'occasion des débats sur notre orientation face à l'Union européenne, les camarades du CCR ont justifié le refus de défendre la rupture avec plusieurs arguments. Nous ne revenons pas sur l'ensemble des arguments qui ont déjà été échangés<sup>1</sup>. Nous voulons seulement revenir sur le parallèle qui est fait avec le Traité de Versailles, imposé en 1919 par les impérialistes victorieux aux pays vaincus. Les camarades invoquent Trotsky :

*« la crise politique en Allemagne remet en question le régime que le traité de Versailles a instauré en Europe. Le Comité central du Parti Communiste allemand dit qu'une fois au pouvoir, le prolétariat allemand liquidera les documents de Versailles. Et c'est tout ? L'abolition du traité Versailles serait ainsi la plus haute conquête de la révolution prolétarienne ! Par quoi sera-t-il remplacé ? Cette manière négative de poser le problème rapproche le parti des nationaux-socialistes. Etats unis soviétiques d'Europe, voilà le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe, qui menace non seulement*

*l'Allemagne mais aussi l'Europe entière d'une décadence économique et culturelle totale. Le mot d'ordre d'unification prolétarienne de l'Europe en même temps une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject des fascistes, contre leur croisade contre la France. La politique la plus dangereuse et la plus incorrecte est celle qui consiste à s'adapter passivement à l'ennemi, à se faire passer pour lui. Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale ».*

Nous sommes d'accord avec cet extrait de 1930. Le fait marquant de la période, c'était précisément la grave dérive de l'Internationale stalinienne à partir de 1928, à la fois sectaire et droitière. Particulièrement en Allemagne, où le Parti communiste a fait preuve de sectarisme envers la social-démocratie (théorie du « social-fascisme ») et en même temps d'une collusion... avec les nazis. « Nous avons même constitué un front unique de classe avec les prolétaires nazis » finira même par dire Thaelman<sup>3</sup> (dirigeant du KPD). Le discours centré sur l'abolition du traité de Versailles, comme une fin en soi, coïncidait avec l'abandon de tout discours révolutionnaire par le KPD.

Il nous semble que ces arguments ne peuvent pas sérieusement être renvoyés à des camarades qui n'ont rien à voir avec cette poli-

tique. Le texte que nous avons défendu au CPN avec d'autres camarades, qui défend l'*ouverture des frontières contre l'Europe forteresse et l'expropriation des grands groupes capitalistes* est loin de « s'adapter passivement à l'ennemi ».

Par ailleurs, les communistes révolutionnaires n'ont jamais rechigné à dénoncer le traité de Versailles. Une résolution spécifique du 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste affirmait : « les Partis Communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles. »<sup>4</sup>

Enfin, la comparaison ne nous semble pas pertinente. Le problème posé par le Traité de Versailles à cette époque était celui d'une domination relative de l'impérialisme français sur l'Allemagne. Aujourd'hui, en France, nous ne dénonçons pas l'UE au nom d'une supposée domination de l'Allemagne (et encore moins de « Bruxelles »).

L'Union européenne est un fait inédit, en tant qu'alliance de puissances impérialistes pour se donner un outil plus puissant, et notamment une mise en concurrence accrue des travailleurs. Par conséquent, il nous semble un peu stérile de vouloir à tout prix dénicher une citation adéquate de Trotsky sur la question.

Julien (comité Jeunes Travailleurs

RP),

le 9 mai 2014

1. Voir notamment nos articles sur la question de l'Union européenne.

2. <http://www.ccr4.org/Debats-autour-de-l-Union-Europeenne-dans-le-NPA-Projet-de-resolution-du-CCR-et-d-A-R>

3. *Die Rote Fahne* du 10 novembre 1932.

4. [http://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1922/ic4\\_06.htm](http://www.marxists.org/francais/inter_com/1922/ic4_06.htm)

## INTERNATIONAL

# Pogrom fasciste à Odessa, intervention militaire à l'est de l'Ukraine : l'impérialisme occidental et son protectorat sont prêts à tout pour mettre au pas les travailleurs ukrainiens



## Pogrom fasciste à Odessa

Vendredi 2 mai est une journée noire pour le mouvement ouvrier. A Odessa, un millier de hooligans, guidés par les fascistes du « Secteur Droit », ont déferlé sur un campement d'opposants au gouvernement de Kiev. Ils ont brûlé leurs tentes et les ont contraint à se réfugier dans la « maison des syndicats ». Ensuite, ils ont mis le feu au bâtiment. Des dizaines de personnes sont mortes asphyxiées. D'autres se sont jetées par les fenêtres et ont été achevées par la meute, avec la complaisance de la police, qui a emprisonné les survivants. Toutes les victimes (officiellement 42) sont des habitants d'Odessa. Parmi elles figure

un jeune militant de l'organisation anticapitaliste Borotba, qui est mort dans des conditions atroces<sup>1</sup>. Avant le pogrom, d'étranges provocateurs « pro-russes » avaient attaqué, avec des armes à feu, un cortège pour l'Ukraine unie. Cela a servi en tout cas de déclencheur ou de prétexte au pogrom.

Dimanche 4 mai, plus d'un millier de manifestants ont pris d'assaut le siège de la police et ont libéré les prisonniers politiques arrêtés deux jours auparavant. Des milliers de personnes se sont également recueillies tout le week-end, prenant conscience de l'ampleur du massacre. Si Poutine cherche à se présenter comme le rempart au fascisme en Ukraine, il n'en demeure pas moins que le fascisme est une

réalité en Ukraine, n'en déplaise à nos médias impérialistes.



## La propagande répugnante des médias impérialistes français

De façon scandaleuse, les médias impérialistes français ont volontairement semé la confusion et le doute sur les faits. Sur le profil

1. Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8198>

des victimes et celui des agresseurs. Ils ont même relayé et donné du crédit à la propagande de la junte au pouvoir à Kiev, qui évoquait un complot russe. Certains ont parlé d'un « accident ». D'autres ont cherché à relativiser le massacre en parlant de victimes venant de Transnistrie<sup>2</sup> ou de Russie (comme si cela était moins grave), ce qui s'est avéré faux. Or, les assassins sont connus, et leurs complices gouvernementaux également.

Odessa manifeste au grand jour ce que nos médias ont cherché et cherchent encore à cacher. A savoir que le gouvernement n'est pas une émanation démocratique du mouvement populaire. C'est une junte, issue d'un putsch oligarchique qui réunit trois partis : le parti de l'ancienne premier ministre ultra-corrompue Tymochenko (lié directement à l'impérialisme US), le parti populiste du boxeur Klitschko (lié à l'impérialisme allemand), et le parti fasciste Svoboda. Un quotidien allemand a d'ailleurs révélé ces derniers jours que des dizaines d'agents de la CIA et du FBI étaient à Kiev<sup>3</sup>, conseillant le gouvernement, notamment pour ses opérations militaires à l'est du pays.

La quatrième composante officieuse du gouvernement, le « Secteur Droit », milice fasciste qui n'a pas été désarmée et sur laquelle s'appuie le pouvoir pour intimider ses opposants, saccager les locaux des partis des opposants (notamment ceux du parti communiste). Mais pour les médias français, l'extrême-droite n'existe pas ou n'est pas au pouvoir à Kiev. Ils relaient ainsi la parole officielle, no-

tamment celle d'un Fabius qui a osé dire que Svoboda était un simple parti de droite<sup>4</sup> ! Un gentil parti de droite qui s'est réjoui du pogrom d'Odessa, a interdit le parti communiste dans les régions où il est majoritaire, a cogné des députés du PC à l'intérieur du parlement<sup>5</sup>. Un gentil gouvernement qui a expulsé le parti communiste du parlement mardi 6 mai<sup>6</sup>.

Les mensonges des grands médias français se comptent par dizaines. Un exemple saisissant : la prise d'otages des « observateurs de l'OSCE » à Slaviansk. En fait, il ne s'agit ni d'observateurs, ni de membres de l'OSCE, mais de militaires allemands et européens travaillant pour la Bundeswher (armée allemande) dans le cadre d'un partenariat bilatéral signé avec les nouvelles autorités de Kiev<sup>7</sup>. Plus délirants encore, on a eu droit aux russes arracheurs d'œils ou encore aux mamies russes de 70 ans, dangereuses « agents russes » armées de parapluies<sup>8</sup> !

### La révolte de la population de l'est du pays contre le gouvernement

Une large majorité de la population de l'est du pays rejette ce gouvernement. Sous l'influence des fascistes, il a multiplié les provocations contre les russophones, en supprimant le statut de langue officielle pour le russe à l'est du pays. En outre, le gouvernement a d'emblée obtempéré aux injonctions de ses tuteurs impérialistes : hausse du prix du gaz de 50%, réformes drastiques sous la houlette du FMI, si-

gnature du volet politique de l'accord d'association avec l'UE, etc. La population de l'est du pays a bien perçu la nature de ce gouvernement dont la mission est de transformer l'Ukraine en colonie de l'impérialisme occidental. Elle a perçu que l'accord de libre-échange avec l'UE allait démanteler l'industrie de l'est du pays (non compétitive par rapport à l'industrie européenne) ou faire plonger encore un peu plus les salaires. Elle a aussi réagi aux provocations des miliciens du « Secteur Droit » qui se sont précipités dans l'est, par exemple en s'attaquant aux statues de Lénine.

Des manifestations de milliers de personnes se sont déclenchées dans les villes de l'est du pays. Des bâtiments officiels ont été occupés. Les forces de répression ont été débordées, et beaucoup ont laissé faire, partageant l'hostilité de la population à l'égard de la junte de Kiev. Alors que le parti des régions de l'ancien président Ianoukovitch est largement discrédité, y compris dans l'est du pays, des groupes « pro-russes », des escrocs ou aventureux, profitant de la faiblesse du mouvement ouvrier, ont facilement pris la tête de la mobilisation et imposé leur loi dans plusieurs villes. Mais la population de l'est, dans sa grande majorité, ne souhaite pas le rattachement à la Russie, mais aspire à s'auto-gouverner de façon autonome par rapport à la junte de Kiev et à contrôler la distribution ce qui est produit localement<sup>9</sup>.

Pour mâter la contestation, le régime de Kiev a envoyé dans la précipitation ses chars. Dans un premier temps, son offensive a

2. Cf. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Transnistrie> ; la Transnistrie est une république auto-proclamée, non reconnue par la « communauté internationale » et qui se situe à l'est de la Moldavie

3. Cf. [http://www.lepoint.fr/monde/ukraine-la-cia-en-sous-main-05-05-2014-1819233\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/ukraine-la-cia-en-sous-main-05-05-2014-1819233_24.php)

4. <http://www.lemondejuif.info/ukraine-pour-fabius-le-parti-antisemite-svoboda-nest-pas-dextreme-droite/>

5. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7931>

6. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8232>

7. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8257>

8. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8258>

9. Ce qui se reflète dans le programme de la « république populaire de Donetsk » : [http://www.twitlonger.com/show/n\\_1s1haev](http://www.twitlonger.com/show/n_1s1haev)

été une débandade complète : les troupes ont refusé de combattre la population. En revanche, le gouvernement a pu compter sur le « Secteur Droit », motivé pour aller se battre dans l'est du pays. Depuis le 2 mai, le gouvernement, piloté

par des conseillers militaires occidentaux et bénéficiant de l'appui de 260 mercenaires étrangers<sup>10</sup>, a lancé une offensive de grande ampleur, en prenant bien soin de faire monter aux fronts des « unités d'élite » les moins susceptibles de

fraterniser avec la population. Mais l'armée se heurte à une forte résistance et ne parvient pas, pour le moment, à reconquérir les villes insurgées de l'est du pays.



Manifestation le 1er mars à Donetsk (à gauche) et prise du bâtiment de l'administration régionale le même jour

La plupart des oligarques, y compris ceux de l'est du pays (liés au parti des régions), tentent de trouver un terrain d'entente avec le nouveau régime. Pragmatisme des affaires. Rinat Akhmetov, oligarque de l'est, première fortune d'Ukraine, craint par-dessus tout que la mobilisation populaire emporte son empire. Des grèves ont en effet éclatées dans les mines de l'est du pays (notamment à Krasnodon, dans la région de Luhansk), en réaction aux licenciements de mineurs qui ont participé à des rassemblements antigouvernementaux et pour des augmentations de salaires. Akhmetov a cédé rapidement du lest pour que les mineurs restent au travail et n'interviennent pas comme un acteur politique qui pourrait chan-

ger complètement la donne. Mais la révolte gronde chez les mineurs, à la fois en réaction à la politique d'ultra-austérité du gouvernement, au pogrom d'Odessa, et à l'agression militaire en cours. Il est difficile d'avoir des informations précises sur l'ampleur des grèves à l'est du pays, mais elles existent et elles pourraient se développer dans les semaines qui viennent. D'où l'inquiétude des impérialistes occidentaux, du gouvernement ukrainien, mais aussi de Poutine et des oligarques de l'est du pays.

### La Russie de Poutine n'est pas une alliée pour les travailleurs de l'est de l'Ukraine

Les médias impérialistes occi-

dentaux réduisent le soulèvement populaire à l'action des milices « pro-russes ». Théorie du complot qui voit la main de Moscou derrière toute contestation du gouvernement, alors que l'intervention de l'impérialisme occidental était nié lors de la mobilisation de Maïdan. En réalité, Poutine cherche à instrumentaliser la colère populaire à l'est du pays pour avancer ses pions. Mi-avril, l'impérialisme occidental et la Russie ont conclu un accord reconnaissant de fait la sécession de la Crimée et demandant aux insurgés d'évacuer les bâtiments publics pour laisser les autorités de Kiev reprendre le contrôle de l'est du pays. Mais Poutine n'était pas en mesure de faire respecter cet accord.

10. Information apportée par Borotba : [http://borotba.org/xronika\\_vojnyi\\_xuntyi\\_protiv\\_sobstvennogo\\_naroda1.html](http://borotba.org/xronika_vojnyi_xuntyi_protiv_sobstvennogo_naroda1.html)



Kerry et Lavrov (responsables de la diplomatie US et russe) à Genève le 17 avril

Aujourd’hui, Poutine met tout son poids pour empêcher la tenue de référendums pour l’autonomie prévus avant les élections générales du 25 mai voulues par la junte de Kiev pour légitimer son putsch. Il cherche aujourd’hui à négocier un accord global avec l’impérialisme occidental sur le dos des travailleurs ukrainiens. Poutine montre toute sa duplicité : après avoir prétendu ne pas vouloir laisser faire les massacres de russophones, il défend en fait les intérêts capitalistes de ses oligarques.

Dans tous les cas de figure, la Russie de Poutine est une ennemie pour les travailleurs ukrainiens :

- soit l’Occident et la Russie concluent un accord et conjuguient leurs efforts pour mettre fin à toute forme de contestation qui nuit aux affaires ;
- soit la Russie intervient militairement à l’est de l’Ukrainien, de peur que le mouvement populaire n’aille trop et menace également ses intérêts, et parce qu’elle fait le pari qu’elle dispose du rapport de force avec l’occident pour ce faire. Si ce sont les troupes russes qui infligent une défaite au gouver-

nement de Kiev, et non la population elle-même, ce ne sera pas une victoire pour les travailleurs, car l’est du pays sera transformé en protectorat de la Russie, sur le modèle du gouvernement de Kiev avec l’impérialisme occidental.

Dans le Donbass, la résistance ouvrière s’organise contre les troupes de Kiev, et l’injonction de Poutine à ne pas tenir de référendum d’autonomie est massivement rejetée. A Mariupol, ville ouvrière de 500 000 habitants, la journaliste du Nouvel Obs constate, attristée, la détermination de la population à lutter jusqu’au bout contre le gouvernement, n’en déplaise à Poutine et à ses relais locaux : « En vérité, la situation échappe désormais complètement à ceux là même qui l’ont organisée. La situation est devenue incontrôlable » (citation d’un pro-Kiev)<sup>11</sup>. Vendredi 9 mai, l’armée a tenté de reprendre le contrôle de Mariupol. Mais la population a résisté courageusement<sup>12</sup>, avec un armement dérisoire, contrignant l’armée à se replier sur ses anciennes positions<sup>13</sup>, après avoir tué 20 « terroristes » selon le vocabulaire gouvernemental.



La population s’empare d’un char de Kiev à Mariupol le 9 mai (source : BBC)

---

**Pour une issue ouvrière à la crise ! Solidarité avec les camarades anticapitalistes de Borotba ! Pour un front des anticapitalistes contre le gouvernement de Kiev !**

---

Que doivent faire les anticapitalistes dans une telle situation ? Il y a à notre avis deux écueils à éviter :

- adopter une logique campiste, et donc choisir le camp de la Russie contre l’impérialisme occidental, appeler de ses vœux une intervention armée de Poutine ;
- refuser d’intervenir et de prendre parti dans le conflit entre le gouvernement de Kiev et les insurgés de l’est, sous prétexte que ce sont les groupes « pro-russes » qui tirent pour l’instant les ficelles, et que le

11. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8249>

12. Cf. les vidéos compilées par Alain Bertho : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8270>

13. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8271>

mouvement ouvrier serait totalement étranger à ce qui se joue dans l'est de l'Ukraine.

Le second point de vue est défendu par « l'opposition de gauche » et, pour l'instant, par le NPA, sans réelle discussion dans le parti. Pour Zakhar Popovych, militant de « l'opposition de gauche » en visite à Paris début mai, « les travailleurs ne sont nulle part impliqués dans le mouvement », et il ne s'agirait que d'un « affrontement ethno-culturel » entre deux camps capitalistes. « L'opposition de gauche » se tient donc à l'écart et appelle abstrairement à une « mobilisation solidaire des travailleurs ». Dans l'immédiat, elle annonce sa participation aux élec-

tions locales du 25 mai, ce qui nous semble être une faute politique au moment où le régime fait la guerre à l'est du pays.

En revanche, l'organisation anticapitaliste Borotba<sup>14</sup> intervient dans la mobilisation à l'est du pays, notamment à Odessa et Kharkiv. Elle intervient à drapeaux déployés, en mettant en avant des revendications sociales et fédéralistes, sans appeler à l'aide la Russie. Malgré la pression des groupes russes, et contre les calomnies, Borotba maintient une ligne internationaliste et hostile à toute intervention de la Russie :

*Nous rejetons les interférences russes et occidentales dans les affaires de l'Ukraine au même titre que*

*l'intoxication militariste patriotique répandue par le nouveau gouvernement*

*Nous suivons fermement une ligne internationaliste, antifasciste et de classe comme notre position de base. Nous sommes aussi bien contre le nationalisme russe que contre son congénère ukrainien, qui ne servent l'un comme l'autre qu'à diviser les travailleurs et à faciliter le pillage du pays. Nous ne soutenons pas plus les organisations nationalistes russes que les ukrainiennes. Toute la campagne de diffamation contre notre organisation, menée par les groupes d'extrême-droite et reprise par de soi-disant groupes "de gauche", ne nous empêchera pas d'organiser la résistance antifasciste.<sup>15</sup>*



*A gauche, cortège de Borotba le 23 mars à Odessa. A droite, cortège de Borotba le 30 mars à Odessa, avec au premier plan, Alexy Albu, dirigeant de l'organisation, frappé et blessé par les fascistes le 2 mai à Odessa*

Leur simple participation aux mobilisations de l'est du pays suffit à certains pour assimiler ces militants courageux aux groupes pro-russes ou à en faire des suppôts

de Poutine. Ces amalgames permettent de justifier l'absence de solidarité avec ces militants. Le NPA devrait faire connaître, sur son site et dans sa presse, les analyses et

déclarations de Borotba, et nouer un dialogue fraternel en éclaircissant les éventuels points de désaccord<sup>16</sup>. Pour l'instant, il n'en est rien, malgré nos demandes répé-

14. Cf. leur site internet : <http://borotba.org/>

15. <http://servirlepeuple.over-blog.com/>

16. N'étant pas présent physiquement sur place, nous élaborons notre analyse à partir de ce que nous pouvons lire, sans faire de procès d'intention aux uns et aux autres. Des rumeurs circulent sur Borotba, sur son financement et sur sa « véritable » orientation qui se cacheraient derrière ses déclarations officielles. Mais nous ne pouvons pas évaluer la politique de militants anticapitalistes sur la base de rumeurs, mais sur la base d'écrits et de pratiques. Il n'en demeure pas moins que les militants de Borotba subissent la pression des groupes « pro-russes » et stalinien très influents dans l'est du pays. On peut reprocher à Borotba de ne pas suffisamment marteler leur opposition à toute intervention de la Russie, de ne pas suffisamment polémiquer avec les groupes « pro-russes ». Ces reproches nous semblent justifiés (et doivent être discutés de façon fraternelle et avec tout le respect pour des militants qui sont aux avant-postes), mais il n'en demeure pas moins que le choix de Borotba d'intervenir au sein de la mobilisation populaire à l'est du pays nous semble fondamentalement juste.

tées à l'intérieur du parti.

Pour contrer l'influences des vrais poutiniens et des staliniens, il serait pourtant nécessaire que les anticapitalistes ukrainiens renouent le dialogue et agissent de concert contre le gouvernement de Kiev. Les mots d'ordre suivants pourraient être mis en avant :

— **Solidarité complète avec la population qui résiste à l'offensive du régime de Kiev et aux attaques fascistes du « Secteur droit » ! Pour la constitution de milices ouvrières auto-organisées pour lutter contre les forces répressives du régime et les fascistes !**

— **Contre toute forme d'intervention de l'impérialisme occidental et de la Russie : tous les agents infiltrés dehors !**

— **Pour une contre-propagande aux médias impérialistes français ! Honte à Hollande qui soutient la junte de Kiev et fait passer les fascistes pour des démocrates !**

— **Pour l'auto-organisation des travailleurs contre les chefs auto-proclamés, « pro-russes » ou mafieux, de l'insurrection à l'est du pays !**

— **A bas le gouvernement de la droite et des fascistes ! Boy-**

**cott des élections du 25 mai organisées pour légitimer le régime ! Soutien aux revendications d'autonomie dans l'est du pays !**

— **Aucun licenciement ! Expropriation des oligarques ! Nationalisation sous contrôle des travailleurs des grands moyens de production ! Pour un gouvernement des travailleurs !**

**A bas l'accord d'association UE-Ukraine, arme de destruction massive des acquis sociaux des travailleurs ukrainiens !**

Gaston Lefranc,  
le 10 mai 2014

## INTERNATIONAL

# Naufrage du Sewol : jusqu'où iront les capitalistes et l'Etat dans la course à la rentabilité ?



Le 16 avril au matin, le ferry Sewol faisait naufrage au large des côtes sud-ouest de la péninsule coréenne, avec à son bord 476 passagers, essentiellement des jeunes lycéens en sortie scolaire vers l'île de Jeju. Seules 174 personnes ont été secourues, notamment le capitaine et ses principaux équipiers qui étaient parmi les premiers sur-

vivants. Plus de 300 autres passagers ont sombré avec le navire, devant les bateaux de secours et les caméras de télévision. Au-delà du « spectacle » épouvantable relayé de façon grossière par les médias, ce drame a provoqué la colère légitime des familles, et plus généralement de l'ensemble de la société coréenne.

Face à l'exaspération générale, ce n'est pas le lynchage médiatique du capitaine du navire ou la démission symbolique du premier ministre qui pourront suffire à étouffer l'affaire, encore moins les excuses hypocrites de la présidente Park Geun-hye. Certaines explications relayées par des ex-

perts et commentateurs de tout poil sont encore plus odieuses : ce serait « le confucianisme », ce mode de pensée prégnant dans les cultures asiatiques, qui serait à l'origine du drame. Les lycéens auraient dû désobéir à l'équipage, enfreindre les consignes, se sauver eux-mêmes... en somme tout le contraire de ce que les classes dominantes et leurs relais s'efforcent d'inculquer dès leur plus jeune âge à toutes les classes opprimées du monde !

**Comme lors de l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima, les raccourcis culturalistes sur le « conditionnement des Asiatiques à l'obéissance » et « à leur réticence à questionner l'autorité » permettent habilement de passer sous silence la source première de ces « accidents » : le mépris criminel de la sécurité collective par les autorités publiques et privées au nom des profits.** En effet, l'analyse des faits avant, pendant et après cette catastrophe met en lumière une multitude de fautes et négligences volontaires de la part des pouvoirs publics et de la compagnie exploitant le ferry, la Cheonghaejin Marine Company.

Cette compagnie, la principale du secteur en Corée du Sud, avait acquis le Sewol pour une bouchée de pain il y a deux ans, alors que le bateau avait déjà 18 ans. **La mise en service du ferry avait été rendue possible à ce moment par une extension de la durée de vie légale des bateaux de voyageurs à 30 ans sous le précédent gouvernement (contre 20 ans auparavant).** La Cheonghaejin avait bien procédé à quelques retapages de façade, insistant tellement sur la peinture que les couches successives avaient fini par bloquer les goupilles de sécurité des canots de sauvetage, gênant leur déploiement au moment du chavi-

rage ! **Mais surtout, au mépris de la sécurité, l'armateur avait augmenté la capacité du bateau pour assurer sa rentabilité.** Ainsi, deux étages de cabines supplémentaires – plus chères – avaient été ajoutés sur les ponts supérieurs, alourdisant le navire et fragilisant son équilibre général. Il faut noter que les 325 lycéenne-s, originaires d'Ansan, une ville industrielle en banlieue de Séoul, étaient évidemment dans les cabines inférieures car moins chères, mais aussi plus difficiles à évacuer.

**Outre des voyageurs, le Sewol transportait également des camions et des containers.** Cette activité « complémentaire » a permis à la Cheonghaejin de compenser le repli de l'activité « voyageurs », d'autant mieux que, le fret n'étant pas officiellement l'activité principale du Sewol, le bateau était exempté du paiement de diverses taxes prélevées par le port de Jeju sur les cargos. **Le jour du naufrage, le navire transportait plus de 3 600 tonnes de marchandises, soit 3,5 fois le maximum autorisé !** Il est clair que cette surcapacité de marchandises s'est faite au détriment de la sécurité des vies humaines. De plus, comme le ferry n'avait pas de système approprié pour fixer les containers, le déplacement de la cargaison a accéléré le chavirage. Mais l'entreprise sous-traitante chargée de l'arrimage des containers n'a jamais pointé ce défaut à l'armateur, de crainte de perdre elle-même son contrat.

**Malgré toutes ces irrégularités, les différents services d'inspection de sécurité ont toutes donné leur feu vert !** Comment expliquer cela ? D'une part, la dérégulation continue appliquée dans ce domaine par les gouvernements successifs a considérablement affaibli les exigences de sécurité et supprimé toute possibilité de sanc-

tion sérieuse, réduisant la réglementation à une coquille vide. D'autre part, en pratique, la durée moyenne d'une inspection de bateau est de... 13 minutes. En si peu de temps, impossible de faire preuve d'attention et de rigueur : l'examen est donc forcément superficiel. Enfin, les inspecteurs et les inspectés appartiennent aux mêmes milieux : ils entretiennent donc de profonds liens de connivence. Même s'ils n'ont pas encore été prouvés, de forts soupçons de corruption pèsent à tous les niveaux.

**La phase de sauvetage a révélé des aspects encore plus scandaleux des pouvoirs publics qui n'ont pas hésité à avancer les mensonges les plus éhontés.** Par exemple, une heure après le naufrage, ils avaient annoncé que tous les passagers étaient saufs, information qui sera bien sûr démentie ensuite au fur et à mesure que le bilan des morts ne cessera de s'alourdir. Pire que cette communication de crise mensongère, la police maritime a assuré aux familles avoir mis à profit tous les moyens de secours possibles, bénévoles, civils et militaires. En réalité, **le ministre de la Défense a avoué plus tard que le monopole des premiers sauvetages avait été réservé aux plongeurs d'une compagnie privée, Undine Marine Industries.** Ainsi, conformément au contrat exclusif liant cette compagnie à l'armateur, les garde-côtes sont allés jusqu'à interdire l'accès de la zone de recherche aux plongeurs bénévoles et militaires qui étaient pourtant déjà en place ! Le tout premier bateau sud-coréen de sauvetage en mer, acheté pour 110 millions d'euros en 2012, n'a même pas pu être utilisé ! Cette monstrueuse absurdité est une conséquence directe des politiques générales de privatisation et de sous-traitance des

services publics, qui frappe même les opérations de sauvetage !

**Yoo Byung-eun, le propriétaire du Sewol via une série de sociétés écrans, est aussi dans le collimateur.** Surnommé le « millionnaire sans visage », il est à la tête d'une fortune d'au moins 200 millions d'euros. Il s'est fait connaître dans le monde entier en tant que photographe sous le nom de « Ahae », en finançant seul des expositions de ses propres clichés et en « arrosoant » des partenaires prestigieux – par exemple en 2012 dans le Jardin des Tuilleries, géré par le Musée du Louvre, ou encore en 2013 au château de Versailles. Par ailleurs, il s'est aussi enrichi en tant que pasteur d'une secte évangélique à Séoul qui compte 20 000 adeptes, dont une trentaine de membres s'étaient suicidés collectivement dans des conditions obscures en 1987... Il est aujourd'hui poursuivi pour évasion fiscale, détournements de fonds et corruption.

**De nombreuses accusations ont été portées à l'encontre du capitaine et de certains membres d'équipage, pointant d'abord leur lâcheté (abandon du navire avec tous les passagers restés à bord), puis leur incomptance (pilotage inexpérimenté du bateau, gestion quasi nulle de l'alerte et du sauvetage).** Au moment du naufrage, le capitaine a prétendu aux secours côtiers que le dispositif d'annonce sonore à bord ne fonctionnait pas, ce qui s'est avéré un mensonge inexpliqué pour l'instant. De plus, le personnel n'a pas ordonné l'évacuation du bateau, commandant au contraire aux passagers de rester dans leurs cabines, sous-estimant peut-être l'urgence de la situation. En tout cas, il paraît peu probable que les équipiers aient agi en étant conscients qu'ils condamnaient les passagers. **Les défaillances**

**et erreurs commises par les employé-e-s semblent plutôt relever d'une mauvaise appréciation du danger, et en dernière instance d'un manque de formation et d'entraînement.** D'ailleurs, en 2012, l'armateur avait dépensé en tout et pour tout... 300 euros de frais de formation pour l'ensemble de ses employés !

**D'une façon générale, les conditions d'embauche et de travail à bord du Sewol étaient particulièrement misérables.** En Corée, on compte en moyenne deux tiers de salariés « réguliers » (avec un droit du travail proche de celui des pays d'Europe occidentale) pour un tiers de salariés « irréguliers » (plus précaires, sous-payés). Parmi le personnel du Sewol, ces proportions étaient inversées ! Aussi, pour accepter de telles conditions d'exploitation, la plupart étaient soit des travailleurs âgés qui auraient dû être à la retraite, soit des travailleurs très jeunes peu expérimentés. La majorité n'avaient pas plus de 6 mois d'ancienneté à bord du navire. Le capitaine lui-même était un salarié « irrégulier » de 69 ans, qui servait tour à tour de remplaçant aux capitaines habituels des deux ferries opérant sur la ligne Incheon (Séoul) – Jeju. Deux semaines avant le drame, l'équipage avait bien réclamé – sans succès – une réparation du gouvernail, preuve s'il en faut qu'il se souciait néanmoins un minimum de la sécurité à bord. **Dans ces conditions, il serait absolument injuste et malhonnête de faire porter le blâme à l'équipage pour son manque de « courage » ou de « qualification » à un tel niveau de responsabilité.**

En définitive, il faut reconnaître que le naufrage du Sewol avec plus de 300 lycéen-ne-s à son bord n'est pas un simple « accident ». **C'est la conséquence fa-**

**tale du dilemme imposé par le système capitaliste : rentabilité contre sécurité, intérêts des minorités possédantes contre ceux de la majorité dépossédée.** La responsabilité de ce massacre incombe à toute la classe des chefs d'entreprise et chefs d'Etat, qui dirigent et défendent ce système odieux dans leur propre intérêt contre celui des opprimé-e-s. Il est clair que pour maintenir ses minces profits, le patron de la Cheonghaejin a cherché à réduire ses coûts par tous les moyens. Il est clair aussi que les divers stratagèmes qu'il a trouvés pour y parvenir étaient soutenus par la politique de libéralisation engagée sous les précédents gouvernements coréens et poursuivie aujourd'hui par la présidente Park Geun-hye. Tout ceci démontre que les classes dirigeantes, malgré leur compassion affichée depuis le naufrage, ne peuvent pas prétendre gouverner dans l'intérêt des populations.

**Des marches ont eu lieu dans la région de Séoul pour exiger toute la vérité sur les circonstances du drame et surtout dénoncer l'attitude du gouvernement de Park Geun-hye.** Des rassemblements de protestation se tiennent régulièrement devant la Maison Bleue, siège de la présidence sud-coréenne, où un important dispositif policier a été déployé pour repousser les parents des victimes naufragées. A l'occasion du 1er mai, qui n'est pas férié en Corée du Sud, la FKTU – Federation of Korean Trade Unions, l'une des deux principales confédérations syndicales du pays avec la KCTU, Korean Confederation of Trade Unions – a décidé d'annuler ses traditionnelles manifestations en signe de « recueillement ». Au contraire, la KCTU les a maintenues, appelant à « transformer la tristesse en rage, et à s'organiser pour lutter ». Elle a qualifié le nau-

frage de « massacre du pouvoir politique et du capital », et a réclamé notamment de nouvelles élections suite à la victoire truquée de Park Geun-hye en 2012.

Pour se débarrasser de cette logique cynique, il ne suffira pas d'envoyer un patron ou un poli-

ticien en prison, ou de sortir une énième loi inappliquée et inapplicable. **Pour ne plus revivre une telle catastrophe, nous devons nous battre pour des transports de qualité, protégés de la concurrence par un monopôle public ! Exigeons la régularisa-**

**tion des travailleurs précaires ! Nationalisation des transports maritimes sous contrôle des salarié-e-s et des usager-e-s !**

**Constanza Marcia,**

le 9 mai 2014

## **Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA**

---

### **\* Brochures thématiques \***

---

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
  - Textes sur la jeunesse
  - Textes sur l'art et la culture
  - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
  - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
- 

### **\* Cahiers d'histoire des révolutions \***

---

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
  - La révolution espagnole (1936-1939)
  - Les révolutions russes
  - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
  - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
  - Les révolutions chinoises
- 

### **\* Pour l'orientation \***

---

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

# Sommaire

## Édito ..... (p. 1)

- Leur désespérante parodie de démocratie... et l'imposture du FN ..... (p. 1)

## France ..... (p. 2)

- Il y a bien un « retournement économique »... mais dans le sens d'une dégradation de la situation économique ... (p. 2)
- Désastres sociaux, pacte de responsabilité, démantèlement d'Alstom. ..... (p. 6)

## Culture ..... (p. 10)

- Sur le film « Le grand retournement » de Gérard Morbillat ..... (p. 10)
- C'est l'histoire d'un film... ..... (p. 10)

## Europe ..... (p. 12)

- UE et Traité de Versailles : à propos d'un parallèle hasardeux ..... (p. 12)

## International ..... (p. 12)

- Pogrom fasciste à Odessa, intervention militaire à l'est de l'Ukraine ..... (p. 12)
- Naufrage du Sewol ..... (p. 18)

## Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaboreations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguës des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)
- Téléphone : 06 64 91 49 63